

RGPP : Compte rendu entrevue à la Préfecture à Nantes **le lundi 11 février 2008**

Nous avons été reçus par M Sudry, Secrétaire Général de la préfecture du département de la Loire-Atlantique, soutenus par un rassemblement de deux cents agents et de représentants CFDT de diverses administrations.

Le but de cette rencontre était de transmettre les inquiétudes, les questions des agents de l'Etat de la région et nos observations concernant la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP).

Cette réforme menée depuis juillet 2007 de façon unilatérale et sans transparence inquiète la CFDT. Le manque de concertation, d'information, de consultation des instances représentatives du personnel décrédibilise cette réforme et pose la question de l'avenir de l'emploi public et des missions de l'Etat sur la région.

Les exemples d'annonces faites par la presse, ou dans des réunions internes sans réelle information, avant que des décisions soient prises sont plus qu'inquiétant pour les agents concernés :

- service des Naturalisations à Rezé, Pensions de l'Education Nationale à la Baule, de la Justice, des Affaires sociales, les DDASS, DRASS, Agence régionale de la Santé, CCRF, DRIRE, INSEE, Inspection du Travail, chambres régionales des comptes....

Cette méthode ne contribue pas à rendre lisible, pour les citoyens comme pour les agents publics le sens des réformes à accomplir.

La délégation CFDT a insisté sur la notion de concertation en amont et une gestion territoriale de l'emploi public.

La CFDT a rappelé que la présence de nombreuses administrations centrales en Loire-Atlantique traduisait une volonté politique d'aménagement du territoire. Qu'il doit être tenu compte de cette spécificité locale en cas de décision portant sur des restructurations de service, afin d'offrir aux agents pouvant être concernés la possibilité d'un emploi dans les autres administrations existantes localement.

En ce sens nous avons insisté sur la création d'un Comité Technique Paritaire Régional interministériel nécessaire en terme de dialogue social territorial.

L'architecture globale de la modernisation de l'Etat est précisée dans le rapport du conseil de modernisation du 12 décembre 2007 (www.rgpp.modernisation.gouv.fr) sans pour autant fixer de calendrier et de méthode.

Les principes affichés laissent présager un certain nombre de fusions, restructurations, d'où l'inquiétude des personnels sur leur avenir dans la région.

Le secrétaire général de la préfecture a rappelé que la RGPP avait pour objectif de « passer au crible les fonctionnements des politiques publiques pour un Etat plus efficace avec le souci de réduire les coûts tout en améliorant le service rendu à l'utilisateur. »

Il a bien distingué une réforme globale verticale et transversale impactant l'ensemble des services de l'Etat sur le territoire et confortant le rôle des préfets (région et département). Toutefois il a souligné que le document du 12 décembre ne propose que des orientations,

tout n'est pas abouti. Un ou deux conseils de modernisation devraient se tenir en avril/mai pour balayer ce qui reste à couvrir en apportant des précisions.

Nous avons rappelé notre souci de transparence et l'inquiétude légitime des agents qui ne peuvent être laissés dans l'expectative alors qu'ils sont venus s'installer à Nantes depuis de nombreuses années dans le cadre d'opérations concertées d'aménagement du territoire.

Il nous a été répondu que le Préfet n'a de pouvoir que sur les missions qui sont sous autorité et ne peut intervenir dans le débat des administrations centrales. (DDE, DDA, ANPE ASSEDIC, ARS, DDASS DRASS, CCRF...).

Néanmoins, devant notre insistance, M.SUDRY a proposé de transmettre nos demandes suivantes :

- **consultation et information des représentants du personnel**
- **gestion de l'emploi de manière territoriale en tenant compte de la spécificité nantaise et départementale**
- **réflexion sur un CTP interministériel régional**

Délégation CFDT : Maria Cristina SANTAMARIA URI, Laurent POIRAUD section Naturalisations à Rezé, José RODRIGUEZ INTERCO 44 section préfecture, Pierrick ONILLON Secrétaire Général syndicat régional des Finances.

Nantes, le 13 février 2008